

ITAC

INFORMATION TECHNOLOGY
ASSOCIATION OF CANADA

ACTI

ASSOCIATION CANADIENNE
DE LA TECHNOLOGIE DE L'INFORMATION

Mémoire prébudgétaire fédéral de 2015



Sommaire à la direction – Recommandations

- Les progrès réalisés par le gouvernement vers l'élimination du déficit d'ici 2015- 2016 sont louables et doivent être la pierre angulaire du Plan d'action économique pour 2015.
- Le commerce est le pilier de la politique du gouvernement et il est essentiel pour aider les nouvelles entreprises axées sur le savoir à développer leurs activités. Les progrès excellents réalisés par le Canada vers la conclusion d'importants – voire historiques - accords commerciaux doivent être soutenus par une augmentation du financement du Service des délégués commerciaux et d'importants programmes comme Opportunités mondiales pour les associations.
- Notre orientation plus marquée sur les marchés mondiaux doit être accompagnée d'un accent accru sur les marchés du travail mondiaux et prévoir un financement approprié pour des mécanismes comme le Programme des travailleurs étrangers temporaires et le Programme sur la mobilité internationale des travailleurs afin d'assurer le traitement rapide des avis sur les marchés du travail et des demandes de visa.
- L'amélioration de la performance en matière d'enseignement scientifique, technique, en génie et en mathématiques doit devenir une priorité nationale du Canada. Le gouvernement devrait investir suffisamment pour atteindre ce résultat, y compris au moins 5 millions de dollars sur trois ans aux fins de la mise en œuvre à l'échelle nationale du programme Talent's Career Mash de l'ACTI. Le soutien apporté aux programmes coopératifs, de stagiaires et autres mécanismes pour favoriser la familiarisation des étudiants avec la culture et la vie des entreprises devrait se poursuivre.
- Afin d'améliorer la performance du Canada au chapitre de la productivité, les entreprises canadiennes doivent adopter plus intensément les nouvelles technologies. L'ACTI croit qu'une campagne de publicité spécialisée soutenue sur une période de 10 ans modifierait l'attitude des entreprises à l'égard des ces investissements vitaux et qui ne coûtent pas plus de 10 millions de dollars par année.
- Les TIC sont une composante vitale de l'amélioration des résultats de notre système national de prestation de soins de santé. L'Inforoute Santé du Canada (ISC) est l'un des principaux contributeurs à cet égard. L'ACTI recommande de procéder à une augmentation du capital de 180 millions de dollars sur trois ans de l'ISC.

- L'ACTI continue de recommander que le gouvernement étudie l'impact des changements apportés au programme de la RS&DE et rétablisse une partie de la valeur perdue de la RS&DE en augmentant le taux d'imposition pour les soldes du compte de dépenses admissibles de la RS&DE.
- L'ACTI recommande de créer un centre d'excellence national sans but lucratif en cybersécurité afin de tirer parti des capacités des secteurs privé et universitaire du Canada de collaborer à un centre qui mettra en valeur le leadership du Canada en matière de cybersécurité, aspect de plus en plus important des TIC.

L'ACTI, l'Association canadienne de la technologie de l'information, est heureuse de soumettre ses recommandations pour le processus de planification budgétaire de 2015.

Équilibrer le budget fédéral pour assurer la viabilité financière et la croissance économique

Dans tout processus budgétaire, la viabilité financière et la croissance économique doivent reposer sur une saine gestion financière. Les progrès réalisés par le gouvernement vers l'élimination du déficit d'ici 2015-2016 sont louables et doivent être la pierre angulaire du budget de 2015. À cette fin, nous croyons que les recommandations qui suivent sont modestes et responsables sur le plan financier.

Le secteur des TIC que représente l'ACTI est l'un des secteurs qui emploie le plus de personnes : il emploie directement et indirectement près d'un million de personnes et dans le secteur privé il est le secteur qui contribue le plus à la R&E. De façon plus importante, les TIC sont les technologies habilitantes utilisées par tous les secteurs industriels pour améliorer la compétitivité et la productivité. Afin de bâtir une économie axée sur le savoir et de tenir la promesse de Canada numérique 150, il est essentiel que le secteur des TIC du Canada soit encouragé et mis à profit correctement.

Les PME du secteur du commerce et des TIC favorisent la croissance économique

Le **commerce** est un élément clé de la compétitivité du Canada et il est essentiel à **l'expansion des PME**. Les initiatives menées par le gouvernement afin d'élargir l'accès canadien aux marchés internationaux sont importantes et l'on peut même qualifier leurs résultats d'historiques. Mais nous devons continuer à investir afin d'aider les entreprises

canadiennes à comprendre les avantages que confèrent les marchés étrangers et à saisir les possibilités que peuvent présenter de nouveaux accords commerciaux. Les éléments essentiels en sont les suivants :

- À titre d'exemple, le Service des délégués commerciaux est notre soutien de première ligne pour la pénétration de nouveaux marchés et le Plan d'action sur les marchés mondiaux insiste sur la nécessité de financer correctement le SDC. L'ACTI travaille en étroite collaboration avec le SDC afin d'aider les entreprises des TIC émergentes à pénétrer de nouveaux marchés. Nous sommes d'avis qu'en l'absence d'investissements dans des programmes comme le SDC et les OMA, tout le potentiel que présentent manifestement l'AECG, l'Accord Canada/Corée du Sud et d'autres accords ne sera jamais réalisé. Une augmentation du financement du SDC (25 %) témoignerait de notre ferme engagement à participer activement aux marchés ouverts grâce à ces accords. Nous recommandons aussi d'augmenter le financement pour les OMA (Opportunités mondiales pour les associations) afin de couvrir non seulement les déplacements mais aussi les tâches relatives aux données et au renseignement sur les marchés. Ces aspects sont essentiels à la réussite.
- Les accords commerciaux modernes traitent pertinemment de l'importance de l'accès aux marchés du travail mondiaux. L'industrie des TIC est particulièrement tributaire de l'accès aux talents mondiaux pour relever les défis de l'innovation et répondre aux pénuries sur le marché du travail de notre pays. Nous croyons que le gouvernement a reconnu cette réalité en apportant récemment des changements au Programme des travailleurs étrangers temporaires et au Programme sur la mobilité des travailleurs. Nous devons toutefois nous assurer que l'accès à ces programmes est appuyé par des ressources suffisantes pour assurer le traitement rapide des demandes de visa et des avis sur le marché du travail. Des frais d'utilisation ont été instaurés ou augmentés pour ces services et les employeurs auront des attentes plus élevées quant aux normes de service. Notre orientation plus marquée sur les marchés internationaux doit être accompagné d'un financement accru pour ces opérations vitales.

L'acquisition de compétences, le développement des talents et l'emploi des jeunes

L'**éducation** est importante pour les Canadiens. Bien que nous soyons un chef de file de l'OCDE pour ce qui est de l'enseignement postsecondaire, nous devons trouver une solution au fait que nous ne produisons pas suffisamment d'ingénieurs, de scientifiques, de technologues et de mathématiciens pour garantir notre capacité de livrer concurrence dans une économie axée sur le savoir. Moins de 13 % des diplômés canadiens relèvent des disciplines STIM (sciences, technologie, ingénierie et mathématiques) et moins de 9 % relèvent de l'ingénierie. Et au niveau du doctorat, le Canada s'est classé au 25^e rang parmi les 36 pays de l'OCDE pour ce qui est des diplômés en sciences et ingénierie. Nous devons établir des objectifs clairs en matière de STIM et faire de leur atteinte une initiative conjointe des gouvernements, des universités et de l'industrie. Ces initiatives doivent s'attaquer aux problèmes suivants :

- L'ACTI reconnaît entièrement que l'intelligence et les capacités intellectuelles des hommes et des femmes très instruits est la ressource principale de l'industrie des TIC et elle a adopté des mesures dans le cadre de sa fusion récente avec la Canadian Coalition for Tomorrow's ICT Skills (CCICT) pour entretenir un dialogue continu et efficace avec **les jeunes Canadiens afin de les encourager à poursuivre des études menant à des carrières dans les TIC**. Dans le passé, ce travail a bénéficié d'un modeste financement du gouvernement. Le financement officiellement disponible auprès de FedDev, par exemple, pour appuyer les initiatives de STIM a pris fin alors que notre besoin de professionnels dans ces disciplines a augmenté. Nous exhortons fortement le gouvernement à appuyer des initiatives comme le programme Talent's Career Mash de l'ACTI. Career Mash change la manière dont l'industrie des TIC parle aux jeunes Canadiens des carrières en technologie. Recourant à un réseau diversifié de mentors, de blogues, de vidéos, de médias sociaux et d'activités spéciales, Career Mash dissipe les stéréotypes qui empêchent les jeunes de planifier une carrière en technologie. Ce programme a rejoint plus de 10 000 élèves des écoles secondaires de l'Ontario avec l'appui de ses commanditaires, y compris FedDev. Le programme Career Mash mené en Ontario peut être reproduit à l'échelle nationale avec environ 5 millions de dollars par année sur trois ans.

- De plus, la pratique qui consiste à financer et à appuyer les possibilités de participer à des programmes coopératifs, de stages et à d'autres mécanismes pour aider les étudiants à se familiariser avec la culture et la vie des entreprises devrait se poursuivre. Nous devrions considérer les programmes, comme celui des 40 millions de dollars consacrés au Plan d'action économique de 2014 pour appuyer jusqu'à 3 000 stages dans des domaines où la demande est élevée, comme étant essentiels et constamment nécessaires.

Accroître la compétitivité des entreprises canadiennes par la recherche, le développement, l'innovation et la commercialisation

L'un des plus importants défis de notre prospérité à long terme est le retard que nous accusons sur le plan de la **productivité**, problème qui est étroitement lié à la sous-utilisation de technologies dans l'ensemble de l'économie. Il s'agit là d'un problème qui a été soulevé à maintes reprises par l'ACTI depuis 1998 et que d'éminents économistes et organismes comme le Conseil des sciences, de la technologie et de l'innovation (CSTI) et le Council of Canadian Economies, continuent de soulever aujourd'hui. Le gouvernement a également adopté des mesures pour encourager une utilisation plus généralisée de la technologie mais notre taux d'adoption des TIC continue d'être en deçà de celui de nations concurrentes comme les États-Unis. Selon l'ACTI, combler cet écart de productivité doit être une priorité. Nous croyons aussi que les mesures pour ce faire ne sont pas nécessairement coûteuses. Voici ce dont nous avons besoin :

- Un programme de communications soutenu ciblant particulièrement les petites et moyennes entreprises pendant une période continue conduirait à un changement dans la façon dont les entreprises canadiennes voient les investissements dans la technologie. Une campagne de cette nature échelonnée sur plus de 10 ans ne coûterait pas plus que 10 millions de dollars par année.

L'informatique de la santé est l'un des domaines où le Canada peut avoir des technologies. Mais il faut créer les conditions qui permettront aux entreprises de devenir des sociétés d'envergure mondiale, de réduire le coût de la prestation des soins de santé, qui est aujourd'hui un fardeau, et par conséquent d'améliorer leur capacité de recherche et de commercialisation. L'Inforoute de Santé du Canada (ISC) apporte l'une des plus

importantes contributions à cette stratégie et elle joue un rôle vital dans le déploiement de la TI dans les soins de santé. L'ACTI a conclu un protocole d'entente avec l'ISC afin de contribuer à la normalisation de logiciels grâce à un processus de certification.

- Une augmentation du capital de l'Inforoute de Santé Canada de 180 millions de dollars sur trois ans permettrait de continuer à élargir la capacité du secteur et de contribuer au déploiement des dossiers médicaux électroniques, rapprochant les soins du domicile des patients, et améliorant leur expérience en leur assurant un accès plus facile aux soins.

Pour ce qui est de l'innovation, l'ACTI continue de croire en l'importance d'incitatifs fiscaux pour encourager les investissements dans la recherche et le développement. Nos membres continuent d'insister sur l'importance de la RS&DE pour assurer leur capacité de remplir des mandats de recherche au Canada et d'y créer des emplois. Les membres signalent aujourd'hui des pertes d'emplois dans la R&D en raison des changements apportés aux crédits de RS&DE annoncés en 2012. Nous exhortons fortement le gouvernement à procéder à son propre examen de l'impact de ce passage de mesures indirectes à des mesures directes de soutien à la R&D et d'en publier les résultats. Nous recommandons de rétablir une certaine partie de la valeur perdue de la RS&DE en augmentant le taux d'imposition pour les comptes de dépenses admissibles de RS&DE de 15 à 17 % ou de rétablir l'admissibilité des dépenses en capital de R&D au programme de la RS&DE ou les deux.

Élargir la sphère du numérique : un Canada branché, un Canada protégé

L'infrastructure du XXI^e siècle comporte des réseaux numériques. L'ACTI salut les investissements consentis par le gouvernement en introduisant les systèmes à large bande dans les régions éloignées, mais fait toutefois remarquer que la sécurité de notre infrastructure numérique doit aussi être une préoccupation, tout comme nous nous préoccupons de la sécurité de nos infrastructures concrètes. De plus :

- Le gouvernement devrait faciliter la création d'un centre national d'excellence sans but lucratif en cybersécurité. Un tel centre tirerait parti des capacités des secteurs privé et universitaire du Canada de travailler ensemble pour établir une véritable présence véritable dans le monde.

- Des recherches de fine pointe sont menées et des produits et services mis au point dans des laboratoires et bureaux d'un bout à l'autre du pays. Il n'existe toutefois aucune entité universitaire publique-privée pour veiller à ce que les résultats et les apprentissages soient mis en commun d'une façon large, et que des découvertes et des retombées techniques viables soient commercialisées et que des ressources rares ne soient pas perdues – et des occasions ratées – en raison d'efforts faisant double emploi.
- Étant donné qu'un tel centre n'aurait pas besoins de locaux physiques à proprement parler, l'ACTI croit que cette initiative ne devrait pas coûter au gouvernement plus de 2 millions de dollars par année sur trois ans.

Enfin, améliorer les régimes canadiens de taxation et de réglementation

En tant qu'association professionnelle, l'ACTI reçoit régulièrement des témoignages de l'impact positif que la réforme globale de l'imposition des entreprises a sur le maintien des investissements au Canada. Et les initiatives du gouvernement pour réduire le fardeau administratif ont créé un cadre commercial plus positif en particulier pour les petites et moyennes entreprises. Ce sont là des réalisations importantes et louables sur le plan de la planification financière.

Toutefois, la poursuite d'initiatives précises dans le cadre de la politique publique peut avoir la conséquence imprévue d'accroître le fardeau réglementaire. L'adoption récente de la *Loi canadienne anti-pourriel* en est un exemple. Bien que le but de cette loi soit louable, son application s'est avérée difficile et le fardeau de conformité a été par trop coûteux. Notre plan de politiques publiques peut être mieux harmonisé avec les objectifs du Plan d'action pour la réduction du fardeau administratif.

Le régime de réglementation des télécommunications du Canada est toutefois devenu politisé, très contradictoire, et prêtant à la confrontation. Cela affaiblit notre capacité de bâtir une économie numérique forte et compétitive. L'ACTI croit que nous devons aspirer à l'établissement d'un dialogue plus fructueux entre l'industrie et le gouvernement et nous engager à faire tout ce que nous pouvons pour le favoriser.